

Index : le patronat isolé

Gouvernement, syndicats et patronat se sont retrouvés vendredi au ministère d'État pour une nouvelle tripartite consacrée à l'indexation des salaires et pensions. Il y a deux semaines, le gouvernement avait annoncé aux partenaires sociaux vouloir retourner au système intégral. Ces trois dernières années, une modulation avait limité le versement des tranches indiciaires à une seule par année.

Si le camp syndical reste très satisfait de ce retour à la normale, le patronat, réuni sous le toit de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), continue à fulminer contre l'indexation. Comme déjà dans la semaine, le président Michel Wurth et sa délégation ont souligné devant la délégation gouvernementale que l'inflation trop élevée au Luxembourg constituerait un frein au

développement de la compétitivité et donc de l'activité économique au pays. La prochaine hausse de la TVA, combinée au versement de la tranche indiciaire au printemps, pourraient avoir de graves conséquences pour les entreprises, ont rappelé les responsables de l'UEL.

Gouvernement et syndicats restent, eux, bien plus optimistes. Tandis que le camp syndical a plaidé, vendredi, pour entériner le débat sur l'index et entamer des discussions sur d'autres dossiers essentiels, le ministre de l'Économie, Etienne Schneider, s'est dit déçu à la sortie de la réunion. «J'ai du mal à comprendre pourquoi le patronat continue à cogner avec la même tête contre le même mur», a souligné le ministre. Le Premier ministre, de son côté, espère un retour au dialogue social en automne.